

## PÉROU : ÉDUCATION ET ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS PAYSANNES

Marguerite BEY  
CECOD  
Paris, France

Depuis les mouvements qui ont abouti à la réforme agraire de 1969, les rapports des paysanneries andines avec la société nationale vivent un changement accéléré. Nous nous limiterons ici à analyser les effets de l'éducation sur les transformations de l'organisation communale<sup>1</sup>.

La vallée du Canete se trouve à 150 km au sud de Lima. Les communautés de Casinta et de Tomas se trouvent, respectivement, dans les parties basses (de 1 700 à 2 400 mètres d'altitude) et haute (de 3 300 à 4 800 mètres) de la province de Yauyos. Cette situation explique le fait qu'elles aient des histoires distinctes. Aussi bien en ce qui touche la genèse des communautés que leurs formes d'appropriation et d'utilisation de l'espace et leurs type d'organisation.

Casinta est une petite communauté (595 hectares, 35 familles) d'agriculteurs et d'éleveurs de bovins située dans une zone semi-aride, elle souffre du manque d'eau, alors que les terrains (un tiers du territoire) ne sont cultivés que sous irrigation. Les parcelles, de propriété privée, se trouvent de plus en plus réduites par suite du morcellement imposé par le système d'héritage (la propriété privée est très répandue dans les communautés de terres basses). L'émigration (vers Lima et la côte) est forte et la main-d'œuvre fait défaut dans les exploitations les plus grandes (de 5 à 8 hectares).

Tomas est une vaste communauté d'éleveurs (28 000 hectares de pâturages pour 80 hectares de terres agricoles). La terre appartient à la communauté qui en contrôle la répartition : les parcelles, à peine suffisantes pour la provision des familles en tubercules, en légumes secs et en grains, sont en possession privée. Les pâturages naturels sont répartis en usufruit aux éleveurs (de camélidés andins, d'ovins et, dans une moindre proportion, de bovins) selon leurs besoins. Tomas compte 140 familles permanentes et une

<sup>1</sup> Cette contribution s'appuie sur les résultats d'enquêtes (de 1986 à 1989) dans des communautés paysannes des Andes centrales du Pérou.

cinquantaine de travailleurs dans les mines voisines. Les mines et les *haciendas* d'élevage fournissent depuis longtemps des revenus complémentaires aux familles *tomasinas*, qui se reconnaissent elles-mêmes comme étant particulièrement mobiles. Les activités commerciales, complémentaires du troc, suivent la même direction que ce dernier : les voyageurs de la zone de *puna* convergent traditionnellement vers la vallée du Mantaro et la ville de Huancayo. La proximité de Lima et l'usage généralisé de l'espagnol rendent les communautés du Canete plus perméables que d'autres aux influences de la "culture moderne", ce qui donne une dimension particulière à cette étude.

La problématique de l'éducation dans le milieu rural soulève de nombreuses questions. Nous tenterons ici de répondre à celles qui concernent directement l'organisation des activités dans les familles paysannes. A cet effet, nous considérerons la communauté selon deux aspects : sa fonction essentielle est de garantir à ses membres l'accès aux ressources productives (terre et eau) et à certains services sociaux (éducation, santé...). Les familles *comuneras* entretiennent un rapport dialectique avec leur communauté : la communauté se fonde et se maintient dans la lutte pour la terre, principal facteur de production. Les enjeux sociaux sont donc inséparables du territoire. Les familles paysannes entretiennent des rapports sociaux et de travail avec l'espace extérieur à la communauté, tant pour renforcer leur position sociale et économique que pour ouvrir des perspectives dans le "monde moderne". Pour les paysans les plus pauvres, la communauté se présente comme une nécessité, tandis que pour les "comuneros" plus aisés, elle constitue une source de revenus parmi d'autres.

Dans ce contexte, l'éducation joue un rôle prépondérant :

- les paysans se représentent l'instruction scolaire comme synonyme de "progrès" ; c'est pourquoi l'école constitue une revendication permanente dans les communautés, surtout depuis les années soixante. Pourtant, en créant des perspectives de promotion individuelle, le phénomène scolaire entre en contradiction avec une stratégie collective de développement. Cette observation suscite une question : les communautés rurales peuvent-elles se moderniser sans perdre leur caractère communautaire? (M. Haubert, 1981)
- l'émigration apparaît comme une conséquence de l'opposition entre le processus de socialisation dans le milieu familial et celui administré par le système éducatif. La dispersion géographique des membres de la famille et l'ouverture sur l'espace urbain entraînent une redéfinition du cadre de vie des paysanneries. Ce point souligne l'importance du lien entre espace de vie et changements des valeurs.

◦ la scolarisation - et en particulier le prolongement des études - provoque des changements dans les objectifs et l'organisation de la famille : la force de travail diminue tandis que les besoins monétaires augmentent, les choix de production et l'organisation du travail et des activités doivent évoluer en conséquence.

Ce dernier aspect, bien que plus étudié a été que rarement analysé du point de vue de ses conséquences sur l'organisation de la communauté. Nous allons traiter ces trois points successivement, en commençant par le dernier.

Jusqu'aux années soixante, l'instruction était réservée aux enfants des familles aisées. Aucun déséquilibre ne venait alors affecter l'organisation des tâches paysannes. Lorsque l'éducation devient accessible à tous - dans les communautés comme dans le reste du pays, l'instruction primaire est obligatoire - les activités paysannes sont touchées dans leur ensemble. Il n'est pas nécessaire de répéter qu'elles se basent sur la force de travail familiale et que l'argent ne s'est pas encore complètement substitué au troc ni à l'aide réciproque (*ayni* en quechua).

Les déséquilibres dans les ressources humaines, s'ajoutant aux coûts de l'éducation, vont remettre en question la nature non monétaire de l'économie communale. Durant leurs études, les enfants se soustraient aux activités de l'unité de production. Lorsque ces derniers poursuivent leur scolarité hors de la communauté, les coûts sont plus élevés : non seulement leurs besoins monétaires augmentent, mais ils entraînent souvent avec eux l'un des parents. Cette période de scolarité correspond généralement à une décapitalisation de l'unité de production. Elle se trouve touchée dans ses principaux facteurs de production : force de travail et capital. Les familles les plus aisées peuvent investir une partie du capital de leur exploitation (le plus souvent, des animaux) dans de nouvelles activités, principalement le commerce. Les petits magasins prolifèrent dans les zones rurales, la vie villageoise s'intensifie alors que les champs paraissent délaissés. Il n'est pas rare d'observer un abandon total des parcelles les plus éloignées, ou bien de voir des troupeaux gardés par des bergers, bien que le dicton prêche que "l'œil du patron fait grossir le bétail". Enfin, là où il est possible d'intensifier l'exploitation de la terre, la production devient de plus en plus marchande.

Deux facteurs sont déterminants : la force de travail et les gains monétaires. Puisque la main-d'œuvre familiale diminue d'une manière inégale selon que les familles ont les moyens ou non de financer les études de leurs enfants, l'aide réciproque tend à disparaître. Les familles les plus riches sont à la fois celles qui souffrent le plus d'une pénurie de force de travail familiale et celles qui requièrent le plus de bras.

L'emploi de salariés pour des cultures vivrières augmenterait considérablement les coûts de production. Les activités agricoles et d'élevage accusent donc une tendance à la spécialisation dans des productions marchandes peu exigeantes en main-d'œuvre. C'est ainsi que les *casintanos* abandonnent progressivement les cultures vivrières pour consacrer de plus en plus de surfaces aux champs de luzerne pour l'élevage de vaches laitières et aux plantations de pommiers.

Ces modifications du paysage agraire ont de graves répercussions sur la gestion collective des ressources hydriques et stimulent les migrations. Puisque ces cultures permanentes sont plus exigeantes en eau que les cultures traditionnelles, l'augmentation de la production aggrave les inégalités entre les gros propriétaires, intéressés par ce type de production, et les paysans pauvres, dépendants des cultures vivrières. Le poids des grands propriétaires dans les décisions communales permet pratiquement d'annuler la fonction de contrôle de la communauté sur ses ressources.

Parallèlement, la demande de travailleurs diminuant, les paysans pauvres trouvent de plus en plus difficilement un complément monétaire à leur maigre production. A Tomas, l'élevage, qui est l'activité la plus rémunératrice, prend le dessus sur les cultures vivrières que beaucoup de paysans ont déjà abandonnées. Ainsi, comme à Casinta, où le contrôle communal sur la distribution de l'eau est contourné par les paysans les plus aisés, à Tomas, ce sont les pâturages naturels, considérés comme des biens collectifs, qui font l'objet de l'accaparement des grands éleveurs qui, parallèlement, abandonnent les terrains agricoles aux paysans les plus pauvres.

Ces tendances à la spécialisation ne sont observables qu'à une échelle régionale : les parties basses, comme Casinta, développent les cultures permanentes (maïs, à l'exception d'héritiers émigrés qui laissent leurs terres en métayage, personne ne se spécialise dans une seule production). Dans les communautés d'altitude comme Tomas, on observe plus souvent une concentration des activités paysannes dans l'élevage (cette zone étant éloignée du village et des secteurs agricoles), alors que la diversification des activités se poursuit dans des domaines extra-agricoles.

Ces remarques appellent une réflexion sur l'importance de la notion de *cycle vital* pour comprendre l'évolution de la famille paysanne. Le contraste entre les familles de Casinta et celles de Tomas reflète les conditions locales mentionnées plus haut. A Casinta, un jeune *comunero* ne peut que travailler sur l'exploitation familiale ou s'employer comme salarié en attendant d'hériter. La structure sociale fait preuve d'une grande rigidité : les fils de paysans aisés étudieront puis

s'installeront à Lima, alors que les fils de paysans pauvres n'auront d'autre recours que de s'employer comme salariés chez leurs homologues plus riches ou d'émigrer pour rechercher un emploi. Plus tard, ce seront les études de leurs propres enfants qui freineront encore le développement de leur exploitation.

A Tomas, en revanche, le système communal de répartition des ressources garantit à chacun, sinon un accès égalitaire, du moins la possibilité de démarrer une exploitation familiale. Le marché de l'emploi étant relativement développé dans la région, la démarche la plus répandue chez les jeunes est de s'employer à l'extérieur le temps de réunir un capital qui, ajouté aux quelques animaux habituellement cédés par les parents, permettra de "rétribuer" la communauté en assumant le rôle d'amphitryon de la fête patronale et de démarrer un élevage. Pour cette raison les *tomasinos* se marient rarement avant l'âge de 25 ou même 30 ans. Après une période d'investissements intenses dans le cheptel, la scolarisation des enfants viendra absorber une partie de ce fonds. Selon ses conditions matérielles, chaque famille aura alors l'occasion de diversifier ses activités, voire d'investir à l'extérieur de la communauté. Les familles pauvres n'ont que l'alternative de compléter leurs revenus par le salariat dans la communauté ou de s'employer dans une mine. Les familles mieux loties choisissent généralement d'ouvrir un commerce dans le village, il leur permet de surcroît d'accompagner leurs enfants qui y poursuivent leur scolarité. Quant aux familles les plus aisées, leurs activités s'ouvrent rapidement sur l'espace urbain, où elles prépareront l'installation de leurs enfants, étudiants puis diplômés, qui ne resteront pas dans leur communauté. Finalement, riches et pauvres se retrouvent, dans leurs vieux jours, avec des ressources tout juste suffisantes pour assurer leur subsistance. Ils voient rarement leurs enfants émigrés, à moins qu'ils n'aient eux-mêmes quitté la communauté pour s'installer avec eux.

Cette description rapide des comportements paysans à travers les étapes du cycle vital de la famille suggère une remarque : selon leurs stratégies de reproduction, les familles manifestent un changement d'attitude à l'égard de la succession. Chez les paysans, désigner et préparer un successeur pour l'exploitation familiale est une préoccupation centrale. Or, elle n'est envisagée ni à Tomas, ni même à Casinta, où la propriété foncière justifierait pourtant davantage d'intérêt pour la succession. Dans ces deux communautés, une expression revient fréquemment aux lèvres des parents : "l'éducation, c'est le meilleur héritage qu'on puisse leur laisser". Cette phrase justifie à elle seule tous les sacrifices offerts par la communauté dans son ensemble.

Mais si la succession n'est plus une préoccupation pour les parents, il est difficile de concevoir ce qui pourrait retenir les jeunes dans la communauté. L'émigration, nous l'avons vu, n'est pas un phénomène nouveau. L'image de paysanneries andines autarciques et repliées sur elles-mêmes est depuis longtemps surannée. Le paysan des Andes est voyageur, ses longues pérégrinations dans les époques de troc en témoignent. Mais, comme le soulignait un vieillard de Tomas, "avant aussi, les gens allaient en ville, mais ils revenaient vite car ils n'étaient pas habitués. Maintenant, les jeunes n'ont plus envie de rester ici, on les a habitués trop jeunes à la ville".

Avec son petit nombre d'habitants, Casinta ne dispose que d'une école primaire, tandis que Tomas possède aussi un collège secondaire. Les causes d'émigration pour les études sont différents dans ces deux communautés. Les jeunes *casintanos* ont tendance à émigrer plus tôt que leurs homologues de Tomas. Dans cette dernière communauté, seuls les fils de familles aisées quittent le village avant la fin du secondaire, et ceci en dépit de l'obligation imposée par l'institution communale de scolariser les enfants dans la communauté. Cette décision est cruciale pour la compréhension du rôle de la communauté comme médiatrice des intérêts souvent divergents de ses membres.

En ce qui concerne le phénomène éducatif, la tendance migratoire des jeunes qui en ont les moyens met en péril la continuité de l'éducation dans le village, seul moyen d'instruction pour les catégories les plus défavorisées. Aussi, en contradiction avec leurs propres comportements, les autorités tentent d'imposer l'école communale à tous. Si l'émigration est une conséquence du phénomène éducatif (forcée dans le cas de l'absence du niveau de secondaire dans la communauté, nécessaire pour ceux qui recherchent un emploi approprié à leur niveau d'instruction), elle est aussi une conséquence du système éducatif. En effet, la socialisation dans la famille et dans le milieu rural se trouve mis en cause par les contenus pédagogiques : l'enseignement valorise un système de valeurs différent de celui des paysans. En apprenant à s'insérer dans la société nationale, l'enfant apprend aussi à mépriser ses parents, leurs valeurs sociales et de travail. Il devient difficile pour les jeunes de s'identifier à un monde que l'éducation éloigne d'eux en leur faisant miroiter une ascension sociale qui ne peut être qu'individuelle. Nombreux sont donc ceux qui iront tenter leur chance en ville où, le plus souvent, des parents ou des amis les ont précédés. A Casinta plus qu'à Tomas, les retours d'émigrés pour des motifs éducatifs sont très rares.

L'éclatement de la famille paysanne va imposer une redéfinition du cadre de vie des paysans. La problématique de l'émigration est donc bien liée à l'attrait des "lumières de la ville", et au-delà, à un changement dans le système de valeurs. Une bergère de Tomas nous confiait qu'il valait mieux ne pas avoir d'instruction pour supporter la vie austère dans la *puna*. La terre nourricière et le travail font place à un nouveau cadre de référence : l'instruction est perçue comme l'instrument le plus sûr de promotion sociale. L'éducation n'est plus seulement un moyen pour affirmer son statut au sein de la communauté, elle est aussi le passage obligé pour assimiler les normes sociales de la société moderne. La communauté est une société d'interconnaissance dans laquelle chacun joue une multitude de rôles correspondant à différents statuts de parent, d'allié, de catholique ou d'évangéliste, de *comunero*, d'agriculteur, d'éleveur, de commerçant, etc.

Les rapports avec la société englobante sont médiatisés par des notables (H. Mendras, 1976). Leur fonction a évolué avec l'interpénétration des sphères urbaine et rurale, favorisée par l'élévation du niveau d'instruction. Au début du siècle, chaque communauté avait son petit groupe de notables dont le pouvoir reposait sur une situation économique prospère et les alliances nouées. Le prestige social de ces familles se rattachait à une fonction traditionnelle de redistribution : à l'instar des chefs préhispaniques, les *comuneros* les plus puissants devaient protéger leur communauté. La collectivité attendait d'eux qu'ils financent les fêtes et rétribuent généreusement (aussi bien en produits qu'en parrainant un baptême ou un mariage, principal moyen pour entériner les alliances interfamiliales) l'"aide" reçue pour les travaux sur leurs terres. Il y a peu de temps encore, l'une des plus riches *casintanas* qualifiait d'"aide aux pauvres" le fait de laisser à ces derniers une partie de ses terrains agricoles en métayage. Mais la fonction principale de ces notables était de défendre la communauté contre les abus de son voisinage. Leur niveau d'instruction leur assurait le monopole des démarches auprès des pouvoirs publics.

Avec la démocratisation de l'éducation, le nombre de ces privilégiés a augmenté, les contacts avec la ville sont devenus plus fréquents. De nouvelles exigences vont apparaître au sein de la collectivité. Les communautés font preuve d'une grande capacité d'adaptation aux nouvelles conditions de l'économie de marché et adoptent aussi les symboles de la modernité importés de la ville. Les indicateurs les plus apparents de cette assimilation se trouvent dans les usages alimentaires et vestimentaires. L'élévation des niveaux d'instruction et l'usage généralisé des postes de radio, entre autres, témoignent aussi d'une idéologie du progrès qui n'est pas qu'économique et qui agit comme moteur des comportements paysans.

Les facteurs externes du changement sont réinterprétés pour configurer une nouvelle scène locale. Comment la communauté s'adapte-t-elle à ce renouveau social ? Une catégorie nouvelle d'intermédiaires vient supplanter les anciens notables de la communauté. Ces médiateurs sont de jeunes diplômés qui résident le plus souvent en ville. Armés de connaissances "modernes", ils viennent injecter une nouvelle dynamique à leur communauté. Après avoir compté des siècles durant sur leurs propres ressources, les paysans apprennent à utiliser des crédits et des dons pour moderniser leur village. Mais objectifs et résultats ne coïncident pas nécessairement. Si, dans les faits, il s'agit de stimuler la modernisation de la communauté, il ne faut pas s'attendre pour autant à ce que le village puisse désormais retenir ses jeunes générations. Le dispensaire de Tomas rappelle le problème posé par l'école communale : revendiqué avec la même insistance, peu de personnes en ont pourtant franchi le seuil depuis son ouverture. Ce résultat contradictoire illustre la confusion entre développement et modernité.

Dans le domaine de la production, les communautés de Casinta et Tomas ont chacune mis en œuvre un projet de développement. La première a construit un canal d'irrigation. Tomas a choisi une laiterie communale. Les deux projets s'inscrivent dans une volonté explicite de partage collectif des bénéfices. De façon plus implicite, ces projets élaborés par de jeunes diplômés résidant en ville servent les intérêts des catégories paysannes dominantes. Dans le premier cas, il augmente la capacité d'irrigation avec la culture de la luzerne - au profit donc des grands propriétaires - sur un sixième des terrains gagnés sur le désert. A Tomas, la laiterie servira en premier lieu les intérêts des éleveurs qui pourront améliorer la qualité de leurs troupeaux et utiliser la laiterie pour transformer leur production.

Ces projets illustrent la politique de promotion de la coopération mise en place depuis la réforme agraire de 1969. En trente ans, les communautés ont vu s'élargir leur espace de communication grâce au développement du réseau routier et à l'élévation des niveaux éducatifs. Mais elles demeurent subordonnées au système politique et économique dominant. L'absence de participation favorise une attitude passive qui impose la nécessité d'un encadrement extérieur.

L'échec au moins partiel de ce type d'entreprises dans les communautés andines a laissé des séquelles, mais il indique que seules des formes d'organisation résultant d'une évolution interne peuvent rendre aux communautés la capacité de conquérir l'espace politique et économique qui leur revient. Bien sûr, les communautés étudiées se distinguent par leur proximité de Lima, dont elles reçoivent une influence plus forte que celles de régions reculées. Néanmoins, les conclusions que nous avons pu en tirer sont représentatives d'une tendance générale.